



Non aux changements de la carte ADA ! Non aux attaques contre les droits des migrant.e.s !

Qu'est ce que la carte ADA ?

L'allocation pour demandeur d'asile (ADA) est censée permettre aux personnes en demande d'asile qui la touchent, de survivre pendant la procédure car elles ne sont pas autorisées à travailler. L'allocation pour une personne seule s'élève à environ 200 euros si elle est logée en centre d'accueil pour demandeur d'asile (CADA) et 420 euros pour les personnes hors CADA.

Une précarité aggravées par la nouvelle carte ADA

A partir du 5 novembre, la carte ADA ne permettra plus de retirer de l'argent liquide dans les distributeurs de billets. Comme dans l'ancien système, les virements et les paiement par internet ne seront pas non plus possibles. Elle devient une simple carte de paiement, utilisable uniquement dans les commerces disposant d'un lecteur de carte.

Ainsi les personnes ne pourront plus, par exemple :

- Payer leurs loyers, ce qui compliquera encore l'accès à un logement.
- Acheter sur les marchés ou dans les boutiques solidaires des associations caritatives, ce qui réduira leur niveau de vie.

Une logique de précarisation toujours plus forte

Alors que le logement des personnes en demande d'asile est une obligation de l'Etat, signataire de la Convention de Genève, à peine la moitié des demandeurs.euses sont logé.e.s. Les autres doivent se débrouiller pour ne pas rester à la rue. Avec le changement du 5 novembre, beaucoup de personnes ne pourront plus payer leurs loyers et risquent l'expulsion.

Cette réforme s'accompagne d'autres annonces et mesures. Dans le climat raciste actuel, le gouvernement s'attaque à l'AME et utilise l'argument classique de la fraude pour stigmatiser et précariser toujours plus les étranger.ère.s. Au niveau local, les moyens attribués au 115 sont toujours dérisoires face aux besoins, malgré les mobilisations. Pire, la Préfecture expulse les squats à la veille de la trêve hivernale, comme celui de l'avenue de Muret accueillant près de 500 personnes, dont beaucoup en demande d'asile ou réfugiées.

Les migrant.e.s LGBTI particulièrement touché.e.s

Pour les migrant.e.s LGBTI la situation est encore plus alarmante. Il n'existe pas de places spécifiques d'hébergement pour les LGBTI dans les CADA ou au niveau du 115. Pourtant nous sommes régulièrement confronté.e.s aux LGBTIphobies dans ces lieux collectifs. Et oui, la Manif pour tous n'a pas le monopole de la haine LGBTIphobe, même si en France elle est son plus grand promoteur !

Toutes les mesures aux relents xénophobes qui réduisent les droits des migrant.e.s impactent encore plus durement les plus vulnérables, dont font partie les LGBTI. Nous empêcher d'accéder à un logement et nous pousser à la rue, c'est nous mettre toujours plus en danger.

Sans argent, sans logement, l'Etat veut nous empêcher de vivre !

Des logements pour tou.te.s !

Des papiers pour tou.te.s !

We're here, we're queer, we won't disappear !